



Life Insurance Corporation of India  
Serving Mauritius since 1956...

For a happy and secure tomorrow...  
Insure with LIC...today.

Port-Louis, mardi 19 juillet 2005

## Finances publiques : le gouvernement aura-t-il le courage de privatiser ?

Magali Frédéric

Port-Louis, 18 juillet

**Privatisez !** C'est le cri du coeur des économistes du secteur privé devant le constat accablant de l'état des finances publiques. Le ministre des Finances, Rama Sithanen, a tiré la sonnette d'alarme samedi dernier. L'endettement de l'Etat a connu une hausse exponentielle durant ces quatre dernières années. Il dépasse aujourd'hui la barre des Rs 115 milliards. Le service de la dette, devenu une véritable épine au pied de l'Etat, engloutit des milliards. Quant au déficit budgétaire, il pourrait dépasser les Rs 9,5 milliards prévues pour l'année financière en cours. Rama Sithanen a révélé que le précédent gouvernement a rallongé la maturité des dettes contractées en omettant de faire provision pour le remboursement des intérêts. Ce manquement aura pour résultat, selon lui, une balance de Rs 3 milliards d'intérêts à payer pour l'année financière 2007/08.

Eric Ng ne mâche pas ses mots. Pour lui, l'ancien gouvernement a laissé un lourd héritage macro-économique. "On nous a caché des choses pendant des mois. L'ancien ministre des Finances a certainement sa part de responsabilité", dit-il. Mais l'économiste s'interroge aussi sur celle des techniciens du ministère des Finances. "Ce n'est pas possible qu'il y ait des fonctionnaires qui laissent la situation se détériorer à ce point".

Evoquant l'émission d'obligations à court terme pour le financement du déficit budgétaire, Eric Ng trouve étonnant que les techniciens du ministère "permettent" que l'on ne fasse pas provision pour le paiement des intérêts et pense qu'il est temps qu'ils assument leurs responsabilités dans la détérioration "inconsidérée" des finances publiques.

Pour Pierre Dinan, le déficit budgétaire élevé est le 'silent killer' de l'économie. Il fait grimper la dette publique et réduit la "capacité" du système bancaire à financer la production. L'économiste, qui suit de près l'évolution du déficit budgétaire depuis des années, remarque que celui-ci enregistre une ascension fulgurante durant les années... d'élections générales. En 1986/87, il était à 1,5% du PIB. Année record en 1987/88, avec un taux aussi bas que 1,2%. Durant les années qui ont suivi, il était, en moyenne, de 2,5% avant de bondir subitement à 5,6% en 1995/96. Les années suivantes, le gouvernement a réduit le taux à 3,8%. Mais pour l'année financière 2000/01 (année des élections générales) le déficit crève la barre des 6,7%... Ces cinq dernières années, le gouvernement MSM/MMM a tenté de remédier à la situation, mais le taux du déficit est demeuré élevé. Pour Pierre Dinan, une seule conclusion s'impose : la faillite des différents gouvernements à maintenir le déficit budgétaire à des niveaux acceptables est due à un manque de volonté.



Pierre Dinan.



Eric Ng.

La question qui est sur toutes les lèvres, à l'heure actuelle, est la suivante : le présent gouvernement aura-t-il le courage de privatiser certaines entreprises pour tirer les finances publiques de l'ornière ? Pour Eric Ng, le gouvernement devra irrémédiablement aller vers la cession de certaines entreprises publiques. Pierre Dinan reconnaît que la privatisation exigera du pouvoir en place "beaucoup de courage". Il cible plus particulièrement Mauritius Telecom, Air Mauritius et le Central Electricity Board.

Autre option : une nouvelle hausse de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Mais là, les deux économistes son catégoriques :

"Non !" "Lorsque l'exportation faiblit, il ne faut pas ralentir la consommation", explique Eric Ng. Le gouvernement peut, cependant, élargir l'assiette fiscale de la TVA en taxant davantage de produits et services. Pierre Dinan refuse toute hausse qui se ferait, dit-il, au détriment des familles pauvres et se montre aussi contre des taux variés de la TVA qui pourraient encourager la fraude.

Autrement, l'Etat devra réfréner ses ardeurs d'investisseur et étendre dans le temps les investissements liés au tout-à-l'égoût, par exemple, qui nécessitent des milliards, afin de laisser un "breathing space" aux finances publiques. L'appétit féroce du

précédent gouvernement à investir est effectivement perçu comme étant en grande partie responsable de la détérioration des finances publiques. Pierre Dinan espère qu'après les investissements massifs de l'ancien gouvernement dans l'infrastructure, Rama Sithanen trouve le juste équilibre car il ne faudrait pas, non plus, réduire de manière drastique le budget de développement car le pays a encore besoin d'améliorer les routes et le transport public. On doit aussi, dit-il, surveiller de près les dépenses publiques.

Concernant le projet de transport gratuit pour les étudiants et les personnes âgées, qui devrait coûter au pays Rs 1 milliard par an, Pierre Dinan trouve que le principe d'universalité ne peut s'appliquer à ce projet. Il plaide également pour la mise en pratique du 'Public-Private Partnership' à travers des projets suffisamment rentables pour que les investisseurs privés mauriciens et étrangers s'y intéressent.

Il devient, par ailleurs, urgent de stimuler la croissance pour faire entrer plus d'argent dans les caisses de l'Etat. Et si le projet de transformer Maurice en une île franche pourrait être un moyen de le faire, il n'en demeure pas moins que Pierre Dinan estime qu'il aurait fallu "laisser les choses suivre leur cours" selon les accords ratifiés au sein de l'OMC, du COMESA et de la SADC. "Ce n'était pas la peine d'aller si vite. Le pays doit se donner du temps".

## La séance boursière d'hier

Le **marché boursier** a terminé la séance d'hier en hausse. Les indices Semdex, Sem-7 et Semtri ont progressé de 0,05% à 729,61 points, 0,08% à 156,25 points et 0,05% à 1731,70 points, respectivement.

La capitalisation boursière a atteint Rs 68,8 milliards avec un volume d'échanges totalisant 2,1 millions d'actions. Les plus gros échanges ont été notés sur CAUDAN, FINCORP, SUN RESORTS, MDIT et NMH. —LMNS

Les sociétés ayant enregistré les plus fortes hausses				
Symbol	Open	Latest	% Change	
PIBL	34,50	35,00	1,45	
SHELL	82,00	83,00	1,22	
Les sociétés ayant enregistré les plus fortes baisses				
SAVA (P)	69,00	65,00	-5,80	
CAUDAN	0,98	0,97	-1,02	
AIR MTIUS	20,50	20,30	-0,98	

## LA BOURSE

LE MARCHÉ OFFICIEL	PREVIOUS PRICE (Rs)	TODAY'S CLOSING PRICE (Rs)	VOLUME TRADED	P/E RATIO	DIV. YIELD %	NOMINAL VALUE (Rs)
SEMDEX: 729.61						
SEM-7: 156.25						
SEMTRI: 1,731.70						
BANKS & INSURANCE						
MCB	42.70	42.70	1255	7.78	4.45	10.00
Mauritian Eagle Insurance	148.00	148.00	11000	9.70	3.21	10.00
MLC	2.15	2.15	8500	19.55	4.65	1.00
Mtius Union Assurance	47.00	47.00	-	8.69	6.81	10.00
State Bank of Mauritius	27.00	27.00	-	7.80	4.81	1.00
Swan Insurance	91.50	91.50	100	11.98	4.92	5.00
INDUSTRY						
Gamma-Civic	36.50	36.50	-	7.62	9.59	10.00
PBL	60.00	60.00	3604	9.95	7.50	10.00
MCFI	9.40	9.40	240	44.76	8.51	10.00
Mtius Oil Refineries	14.20	14.20	-	9.47	5.28	5.00
MSM	76.50	76.50	-	13.24	8.88	10.00
Plastic Industry	40.80	40.80	-	7.20	4.90	10.00
United Basalts Products	41.60	41.60	-	6.48	4.81	10.00
INVESTMENTS						
BA Investment	4.80	4.80	2800	9.80	9.79	1.00
BMH	49.20	49.20	-	1.04	6.10	10.00
Caudan Development	0.98	0.97	2001500	7.46	5.15	1.00
Fincorp Investment	8.20	8.20	71100	8.72	4.88	1.00
General Invest. Dev. Co. (O)	6.95	6.95	1000	-	2.88	1.00
General Invest. Dev. Co. (P)	6.50	6.50	-	-	3.08	1.00
Liberty Inv. Trust	21.50	21.50	1000	20.67	5.12	10.00
Mtius Develop. Inv. Trust	6.05	6.05	25094	11.42	8.26	1.00
National Inv. Trust	16.50	16.50	-	28.95	4.55	10.00
PAD	42.50	42.50	-	8.00	2.35	5.00
POLICY	3.30	3.30	500	17.37	5.45	1.00
United Docks	101.00	101.00	53	17.35	2.08	10.00
SUGAR						
Harel Freres	60.00	60.00	-	2.99	6.67	10.00
MDA (O)	195.00	195.00	-	-	7.69	25.00
MDA (P)	195.00	195.00	-	-	7.69	25.00
Mount	19.20	19.20	-	5.04	7.29	10.00
MTMD	52.00	52.00	6400	10.81	5.77	7.50
Savannah (O)	60.00	60.00	96	-	8.33	10.00
Savannah (P)	69.00	65.00	800	-	7.69	10.00
COMMERCE						
CMPL	16.50	16.50	200	39.29	6.06	10.00
Courts	6.85	6.85	-	18.51	3.50	1.00
H.Mallac	52.00	52.00	10	3.21	5.19	10.00
HWF	14.30	14.30	-	31.09	5.94	10.00
IBL	34.50	35.00	300	5.43	5.43	10.00
Rogers	139.00	139.00	-	8.42	5.04	10.00
Shell	82.00	83.00	3300	15.84	8.92	10.00
LEISURE & HOTELS						
ASL	36.00	36.00	46	20.11	5.83	7.00
NMH	60.50	60.50	18224	11.48	4.96	-
Sun Resorts	58.50	58.50	25167	9.50	5.98	10.00
TRANSPORT						
Air Mauritius	20.50	20.30	500	2.80	7.39	10.00
DEBT BOARD						
						YTM (%) Accrued Int
Harel Freres - 7 YEARS	946.93	947.02	-	-	-	33.56
						YTM (%)
Treasury Bills						
728-day GMTB (02/12/05)	97850.15	97876.55	-	5.66	-	10000
728-day GMTB (23/12/05)	97498.27	97513.33	-	5.78	-	10000
728-day GMTB (20/01/06)	97001.91	97017.22	-	5.94	-	10000
728-day GMTB (21/04/06)	95431.15	95446.67	-	6.22	-	10000
728-day GMTB (27/10/06)	92242.33	92257.55	-	6.53	-	10000
728-day GMTB (05/01/07)	90958.65	90973.88	-	6.72	-	10000
728-day GMTB (16/03/07)	89862.74	89877.68	3	6.75	-	10000

## THIRD COUNTRY FABRIC

# Maurice négocie pour une nouvelle dérogation à Dakar

Le Matinal News Service

Port-Louis, 18 juillet

Le ministre des Affaires étrangères, du Commerce international et de la Coopération régionale, Madan Dulloo, participe depuis hier, à Dakar, aux travaux du quatrième Forum sur la Coopération commerciale et économique entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne.

Maurice compte, lors de cette rencontre, négocier une extension de la dérogation du 'Third Country Fabric', qui arrive à terme en septembre prochain.

Le nouveau gouvernement attache une importance particulière à cette dérogation. Le vice-Premier ministre et ministre des Finances, Rama Sithanen, l'a d'ailleurs souligné samedi dernier. Il a déclaré que l'ancien régime est responsable de la perte de 20 000 emplois dans le secteur textile en n'ayant pas su négocier à temps cette dérogation. D'où la démarche du ministre Dulloo de se livrer à un lobbying intense pour arracher cette concession. Une volonté à laquelle souscrit Maurice Vigier de la Tour, président de la Mauritius-US Business Association (MUSBA), qui estime que cette dérogation permettra aux opérateurs de respirer un peu, en leur donnant un "breathing space" qui les aidera à mieux préparer leur restructuration. Danielle Wong, directrice de la Mauritius Export Processing Zone Association (MEPZA), pousse le bouchon plus loin. Elle propose que cette dérogation soit prolongée jusqu'en 2015. L'an dernier, Maurice a exporté des produits textiles pour une valeur de Rs 22,9 milliards.

Près de 900 entreprises américaines et africaines et quelque 1 500 délégués venant des Etats-Unis et des 37 pays concernés par l'AGO seront présents dans la capitale sénégalaise. Les participants réfléchiront sur la question



Rajenee Panchoo

L'année dernière, Maurice a exporté des produits textiles pour une valeur de Rs 22,9 milliards.

de savoir comment les pays bénéficiaires de l'AGO pourront diversifier leurs exportations en prenant avantage du traitement préférentiel offert par cette loi pour une vaste gamme de produits.

Le forum de l'AGO comprendra trois réunions : celle des ministres de l'administration Bush et des Etats d'Afrique subsaharienne ; des représentants du secteur privé américain et africain ; et des représentants d'organismes de la société civile tant américaine qu'africaine.

Divers sujets seront à l'ordre du jour de la réunion ministérielle : le renforcement de la coopération commerciale et économique entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne ; les moyens d'attirer les investisseurs ; l'établissement de nouveaux liens entre les secteurs public et privé en matière de coopération agricole ; le commerce des produits agricoles de grande valeur ou l'incidence de la pandémie du sida sur le rythme de développement économique en

Afrique subsaharienne.

Les représentants du secteur privé aborderont, de leur côté, plusieurs questions : l'avenir de l'agriculture africaine ; les exportations à valeur ajoutée ; la facilitation des échanges grâce à l'amélioration de l'infrastructure de transport ; le tourisme vert et le développement du secteur privé.

Selon les statistiques disponibles, les retombées de l'AGO ont été positives avec des échanges bilatéraux en hausse de 37% en 2004 pour une valeur de 44,4 milliards de dollars. Les exportations américaines vers l'Afrique subsaharienne ont crû de 25% par rapport à 2003, atteignant 8,6 milliards de dollars. Les importations réalisées (y compris le Système généralisé de préférences ou SGP), ont atteint 26,6 milliards de dollars en 2004, en hausse de 88% par rapport à 2003.

Trois forums de l'AGO ont déjà eu lieu : le premier à Washington en octobre 2001, le deuxième à Maurice en janvier 2003 et le troisième, de nouveau à Washington, en décembre 2003.

## TAUX DE CHANGE

Country	Code	ACHAT			VENTE		
		TT	TC/DD	Notes	TT	TC/DD	Notes
AUSTRALIA	AUD	21.63	21.46	21.19	22.30	22.30	22.30
BAHRAIN	BHD	77.02	76.41	N.D.	81.07	81.07	N.D.
CANADA	CAD	23.83	23.65	22.97	24.44	24.44	24.44
CHINA (P'S REP)	CNY	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.
DENMARK	DKK	4.70	4.64	4.55	4.87	4.87	4.87
EMU	EUR	34.44	34.26	33.90	35.78	35.78	35.78
HONG KONG	HKD	3.76	3.73	3.65	3.86	3.86	3.86
INDIA	INR	0.66	0.66	N.D.	0.69	0.69	N.D.
JAPAN	JPY	25.60	25.40	24.61	26.46	26.46	26.46
KENYA	KES	38.49	38.19	N.D.	40.09	40.09	N.D.
KUWAIT	KWD	99.44	99.17	92.11	104.67	104.67	104.67
MALAGASY	MGA	1.51	1.46	N.D.	1.57	1.57	N.D.
MALAWI	MWK	0.23	0.23	N.D.	0.25	0.25	N.D.
MOZAMBIQUE	MZM	0.12	0.11	N.D.	0.13	0.13	N.D.
NEW ZEALAND	NZD	19.53	19.43	19.13	20.24	20.24	20.24
NORWAY	NOK	4.38	4.36	4.24	4.54	4.54	4.54
PAKISTAN	PKR	48.71	48.32	N.D.	51.27	51.27	N.D.
SAUDI ARABIA	SAR	7.74	7.68	7.58	8.15	8.15	8.15
SEYCHELLES	SCR	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.
SINGAPORE	SGD	17.24	17.01	16.93	17.77	17.77	17.77
SOUTH AFRICA	ZAR	4.39	4.35	4.25	4.57	4.57	4.57
SRI LANKA	LKR	28.95	28.72	N.D.	30.47	30.47	N.D.
SWEDEN	SEK	3.73	3.71	3.62	3.87	3.87	3.87
SWITZERLAND	CHF	22.19	22.02	21.78	22.93	22.93	22.93
TANZANIA	TZS	2.54	2.48	N.D.	2.67	2.67	N.D.
U.A. EMIRATES	AED	7.83	7.73	7.25	8.24	8.24	8.24
U.K.	GBP	50.21	49.87	49.61	52.08	52.08	52.08
U.S.A.	USD	28.66	28.51	28.43	29.70	29.70	29.85
UGANDA	UGX	1.64	1.60	N.D.	1.73	1.73	N.D.
ZAMBIA	ZMK	0.64	0.62	N.D.	0.68	0.68	N.D.
ZIMBABWE	ZWD	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.

## Cartes à puce : 50 000 VISA Card remplacées d'ici fin 2005 à la SBM

Villen Anganan

Port-Louis, 18 juillet

La révolution de la carte de crédit se poursuit à la State Bank of Mauritius (SBM). Après celles de ses employés, la SBM s'engage maintenant à remplacer les cartes de crédit à bande magnétique de ses clients munies par celles pourvues d'une puce électronique. Un exercice qui touche 50 000 détenteurs de cartes VISA. La SBM ambitionne de réaliser cette première phase d'ici fin décembre prochain.

Sailesh Sewpaul, Team Leader du Channel Management de la SBM, se dit satisfait des premiers tests effectués par le personnel détenteur de la nouvelle carte à puce. "Les résultats se sont révélés concluants. Ce qui nous motive grandement à passer à cette deuxième phase. La migration vers cette technologie a nécessité l'installation de nouvelles infrastructures. Des ter-

minaux ont été transformés dans les divers points de l'île afin de permettre la lecture de cette puce et de traiter les données de